

Brochure n° 3131

Convention collective nationale

**IDCC : 1404. – ENTREPRISES DE MAINTENANCE, DISTRIBUTION
ET LOCATION DE MATÉRIELS AGRICOLES,
DE TRAVAUX PUBLICS, DE BÂTIMENT, DE MANUTENTION,
DE MOTOCULTURE DE PLAISANCE
ET ACTIVITÉS CONNEXES, DITE SDLM**

AVENANT N° 3 DU 16 FÉVRIER 2016

PORTANT RÉVISION DE L'ARTICLE 1.51 DE LA CONVENTION COLLECTIVE

NOR : ASET1650424M

IDCC : 1404

La loi n° 2015-994 du 17 août 2015 relative au dialogue social et à l'emploi ayant apporté des modifications aux règles relatives à la conclusion des accords par les représentants élus du personnel en l'absence de délégué syndical et de mandatement syndical, les signataires de la convention collective nationale ont apporté des modifications à son article 1.51, en conséquence, il a été convenu ce qui suit.

Article 1^{er}

Les alinéas 2 et 3 de l'article 1.51.1 sont désormais rédigés ainsi :

« Les accords collectifs de travail sont ceux conclus dans les entreprises relevant du champ professionnel de la convention collective qui sont dépourvues de délégué syndical (ou de délégué du personnel désigné comme délégué syndical dans les entreprises de moins de 50 salariés) et qui n'ont reçu aucun mandatement d'un représentant élu par une organisation syndicale pour une négociation et la conclusion de l'accord.

Du fait de l'absence de délégué syndical et de mandatement syndical, ces accords sont négociés et conclus soit par les représentants élus du personnel au comité d'entreprise ou d'établissement, soit par la délégation unique du personnel, ou à l'instance mentionnée à l'article L. 2391-1 du code du travail, soit, à défaut, par les délégués du personnel. »

Article 2

Au dernier alinéa de l'article 1.51.32, la phrase : « A défaut, l'accord est réputé avoir été validé » est supprimée.

Article 3

A l'article 1.51.2, alinéa 3, la phrase : « Il s'ensuit que la composition de la commission paritaire de validation de branche sera revue après la première détermination des organisations syndicales de salariés reconnues représentatives au niveau de la branche » est supprimée.

Il en est de même de l'alinéa 2 de l'article 1.51.5.

Article 4

Dispositions finales

Le présent avenant a un caractère impératif.

Le présent avenant entre en application à compter du jour suivant la parution au *Journal officiel* de son arrêté ministériel d'extension.

Il est conclu conformément aux dispositions législatives et réglementaires du code du travail relatives à la nature et à la validité des conventions et accords collectifs.

Dans les conditions prévues par ces mêmes dispositions, le présent avenant a été fait en un nombre suffisant d'exemplaires pour être notifié à chacune des organisations représentatives.

Il est déposé au ministère du travail ainsi qu'au secrétariat-greffe du conseil des prud'hommes de Paris.

Les parties signataires demandent l'extension la plus rapide possible du présent avenant au ministère en charge du travail.

Fait à Paris, le 16 février 2016.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisations patronales :

SEDIMA ;

DLR ;

FNAR.

Syndicats de salariés :

FM CFE-CGC ;

FGMM CFDT ;

FNSM CFTC ;

FCM FO.